

Collège d'autorisation et de contrôle

Décision du 14 mai 2009 (dossier d'instruction 20/07)

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion ;

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat n° 189.503 du 15 janvier 2009;

Vu la décision du 4 juillet 2007 du Collège d'autorisation et de contrôle qui condamne la S.A. Tvi à une amende de dix mille euros pour cause de violation des articles 14, §1^{er}, 18 §§ 1^{er} et 3, 24, 3°, 4° et 6° du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion lors de la diffusion, le 15 mars 2007 sur le service RTL-TVi, du générique du film « Bridget Jones II » ;

Vu la requête introduite en date du 4 septembre 2007 auprès du Conseil d'Etat par la S.A. TVi et la S.A. CLT-UFA qui tend à l'annulation de cette décision ;

Considérant que l'arrêt du Conseil d'Etat du 15 janvier 2009 énonce que « *si ces programmes sont autorisés par les autorités luxembourgeoises – régulièrement ou non – ils bénéficient du principe de la libre circulation des services au sein de l'Union européenne, et aucune autorité d'un autre Etat membre ne peut subordonner leur diffusion sur son territoire à une autorisation supplémentaire* » ;

Considérant que dans le même arrêt, le Conseil d'Etat ajoute que « *la discussion sur la question de savoir qui, de CLT-UFA ou de TVi, a qualité d'éditeur de service, est dépourvue de pertinence dès lors que ce sont les programmes qu'elles éditent et non les organismes qui les éditent, qui font l'objet des concessions luxembourgeoises* ».

Considérant que, bien que le Conseil d'Etat soit resté en défaut de poser à la Cour de Justice des Communautés européennes les questions préjudicielles qu'il lui avait été demandé de poser, l'autorité de chose jugée de cet arrêt d'annulation est absolue et s'impose au Collège d'autorisation et de contrôle ;

Considérant que, dans son rapport du 17 avril 2009 relatif au recours formé contre la décision du 4 juillet 2007, l'auditorat estime que « *aucune raison ne paraît devoir conduire à se départir de ce qui a été jugé par le Conseil d'Etat dans son arrêt n° 189.503 rendu le 15 janvier 2009* » et conclut à l'annulation de cette décision;

Considérant qu'il semble conforme au principe de bonne administration de prendre en considération dès à présent les conclusions de l'auditorat et de retirer la décision attaquée ;

Par ces motifs,

Le Collège d'autorisation et de contrôle procède au retrait de sa décision du 4 juillet 2007 qui condamnait la S.A. Tvi au paiement d'une amende de dix mille euros pour cause de violation des articles 14, §1^{er}, 18 §§ 1^{er} et 3, 24, 3°, 4° et 6° du décret du 27 février sur la radiodiffusion lors de la diffusion, le 15 mars sur le service RTL-TVi, du générique du film « Bridget Jones II ».

Fait à Bruxelles, le 14 mai 2009.

Opinion Minoritaire

1.- La majorité du Collège a décidé qu'il relève du principe de bonne administration de retirer certaines des décisions dont la S.A. TVi poursuit l'annulation devant le Conseil d'Etat.

Sur le plan des principes, il est à notre sens souhaitable que des services de radiodiffusion télévisuelle destinés spécifiquement au public de la Communauté française respectent la législation de la Communauté française, puisque ces textes normatifs concrétisent des choix politiques importants. Cela étant, la protection de l'intérêt général par le CSA doit nécessairement s'inscrire dans le respect du droit, et notamment du droit européen.

C'est sur l'analyse juridique de la situation que notre opinion s'écarte de celle de la majorité.

2.- Le cadre juridique européen comporte d'une part des règles de fond, en particulier les principes de la liberté de circulation des services et la directive « Télévision sans frontière »¹ (« la directive TVSF »), et d'autre part des règles déterminant la compétence et les pouvoirs des institutions communautaires.

3.- La situation des services édités par la SA TVi, à l'origine de la décision du CAC du 29 novembre 2006 annulée par le Conseil d'Etat dans son arrêt n° 189.503 du 15 janvier 2009, interpellait le droit communautaire à un double niveau.

Il s'agissait dans un premier temps de pouvoir déterminer quel était l'Etat compétent à l'égard des services en question. L'article 2 de la directive TVSF prévoyait² que les « organismes de radiodiffusion » - et non les « programmes » - relèvent de la compétence d'un Etat membre lorsque :

« (a) l'organisme de radiodiffusion télévisuelle a son siège social effectif dans cet Etat membre et les décisions de la direction relatives à la programmation sont prises dans cet Etat membre ;

b) lorsqu'un organisme de radiodiffusion télévisuelle a son siège social effectif dans un Etat membre, mais que les décisions de la direction relatives à la programmation sont prises dans un autre Etat membre, il est réputé être établi dans l'Etat membre où opère une partie importante des effectifs employés aux activités de radiodiffusion télévisuelle; lorsqu'une partie importante des effectifs employés aux activités de radiodiffusion télévisuelle opère dans chacun de ces Etats membres, l'organisme de radiodiffusion télévisuelle est réputé être établi dans l'Etat membre où il a son siège social effectif; lorsqu'une partie importante des effectifs employés aux activités de radiodiffusion télévisuelle n'opère dans aucun de ces Etats membres, l'organisme de radiodiffusion télévisuelle est réputé être établi dans le premier Etat membre où il a commencé à émettre conformément au droit de cet Etat membre, à condition qu'il maintienne un lien économique stable et réel avec cet Etat membre. »³

L'organisme de radiodiffusion télévisuelle était défini comme suit (art. 1, b) : « la personne physique ou morale qui a la responsabilité éditoriale de la composition des grilles de programmes télévisés (...) et qui les transmet ou les fait transmettre par une tierce partie. »

¹ Directive 89/552/CE du 3. oct. 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle, telle que modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997.

² Le cadre juridique en matière d'audiovisuel a été récemment renouvelé par la Directive 2007/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2007 modifiant la directive 89/552/CEE du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (dite « directive SMA ») et le décret du 3 février 2009 sur les services de médias audiovisuels qui en assure la transposition.

³ Art. 2, 3.

obligatoire de sa juridiction, la nature contradictoire de la procédure, l'application, par l'organisme, des règles de droit, ainsi que son indépendance » (§ 19).

Il en découle que, constituant une « juridiction » au sens de l'article 234 du Traité CE, le CAC est compétent pour interroger la CJCE à titre préjudiciel.

6.- Dès lors, le Collège, prenant acte de l'annulation de sa décision du 29 nov. 2006 par l'arrêt 189.503 du Conseil d'Etat, aurait dû constater que cette procédure se retrouvait dans l'état qui était le sien à la veille de l'adoption de la décision querellée : surseyant alors à statuer, le Collège aurait dû faire usage de la faculté qui est la sienne de poser à la CJCE les cinq questions préjudicielles dont le Conseil d'Etat a, à tort, négligé de saisir la juridiction européenne.

Il n'y aurait alors pas eu lieu de retirer la décision querellée : les procédures en cours devant le Conseil d'Etat seraient demeurées pendantes en l'attente de l'arrêt de la Cour de justice.

L'évolution récente du cadre juridique n'énerve pas cette conclusion : la validité des décisions prises par le CAC méritait à notre sens pleinement, dans le respect de sa mission de défense de l'intérêt général et dans le respect des téléspectateurs dont les plaintes ont pu être à l'origine des procédures ayant conduit à l'adoption des différentes décisions querellées, d'être examinée conformément au droit.

Pierre-François Docquir
Luc Heyneman